

# révoltes

Numéro 19  
Juin 2010  
1 €

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

## A bas les plans de rigueur ! Front unique pour l'annulation des dettes des États de l'Union Européenne !

Grève générale du 11 mars 2010 en Grèce



### ÉDITORIAL

Tract du 1<sup>er</sup> Mai

Crise du capitalisme

A bas la réforme des retraites

Retrait du plan « rebond » contre les chômeurs

Interventions *Retour sur le congrès de la CGT Finances publiques*

*Section mutiprofessionnelle de la CGT du canton de Chauffailles (71)*

Elections régionales en Italie

Elections en Rhénanie du Nord-Westphalie

p 2

p 3

p 5

p11

p15

p16

p19

p20

p22

**ÉDITORIAL :** *De partout en Europe : Annulation de la dette ! A bas les plans de rigueur !*

*En France : A bas la réforme des retraites !*

Les mobilisations se multiplient partout en Europe contre les plans d'austérité. Les travailleurs les rejettent et ne veulent pas payer la crise du capitalisme. La crise a abouti à un gigantesque krach en août 2008 qui n'a été stoppé qu'avec l'aide des États qui ont mis des milliards de dollars ou d'euros sur la table pour racheter les actifs pourris et garantir les dettes.

# révoltes

Suppl  
Numéro 18  
27 avril 2010

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**Après la défaite aux élections régionales de Sarkozy et de l'UMP le Front Unique Ouvrier (partis et syndicats) doit se réaliser pour leur interdire de poursuivre leur politique de liquidation des acquis ouvriers et en premier lieu la réforme des retraites !**

**Pour cela exigeons :**

- des dirigeants confédéraux qu'ils cessent toute discussion avec le gouvernement !**
- que le PS-PC-PG-NPA-LO se portent immédiatement candidats au pouvoir pour chasser Sarkozy sans attendre 2012 !**

La défaite de l'UMP aux élections régionales signifie clairement que les travailleurs et la jeunesse veulent en finir avec Sarkozy et sa politique de liquidation des acquis ouvriers. Dans l'immédiat cette volonté doit être relayée par l'ensemble des directions du mouvement ouvrier, partis (PS, PCF, PG, NPA et LO) et syndicats (CGT, FO, FSU ...), sur le dossier dont Sarkozy a fait sa priorité pour 2010, la réforme des retraites.

La bourgeoisie française doit faire face à une situation économique dramatique. Elle n'a pu surmonter – provisoirement – la grande crise financière de 2008 qu'au prix d'un endettement gigantesque de l'État, sans précédent, et insoutenable. La croissance économique, déjà faible avant la crise, frôle la stagnation absolue, malgré les milliards engagés dans le plan de relance, ce qui exacerbe les rivalités avec ses concurrents extérieurs, en particulier avec les États-Unis et l'Allemagne. Même l'euro, du fait du bras de fer avec l'Allemagne autour de la crise grecque, apparaît menacé d'éclatement. Prise en étau, la seule issue de la bourgeoisie pour maintenir la compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence, est de poursuivre les réformes. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est à l'image de la politique menée par les gouvernements des pays européens en situation de cessation de paiements tels que l'Irlande, la Grèce ou l'Espagne : la diminution drastique du salaire différé, par le gel des retraites et le report de l'âge à la retraite (67 ans en Espagne et en Allemagne !), le gel voire la réduction des salaires, le non-remplacement de la majorité des postes de fonctionnaires (4 sur 5 en Grèce...).

Cette situation de crise économique crée, au sein même de la majorité, des tensions exacerbées par la défaite électorale et la compréhension claire qu'en ont les bourgeois. Au soir des élections, Fillon confirme la position de Sarkozy et en appelle à l'unité, au rassemblement dans ses propres rangs mais également avec les partis ouvriers traditionnels. Il s'agit de maintenir le cap (poursuivre les réformes) pour garantir la compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence.

Dans un entretien à la veille des élections régionales dans Le Figaro, Sarkozy répond aux critiques de son propre camp et explique que s'il « *oublie les considérations partisans au moment où il choisit les personnes qu'il doit nommer* » c'est parce que cela « *contribue à apaiser les tensions toujours à l'œuvre dans un pays comme la France, où les mouvements sociaux peuvent être violents, parce qu'il existe une tradition de luttes sociales et idéologiques forte. Mais mon rôle est d'apaiser les tensions pour pouvoir engager les réformes trop longtemps différées. (...) L'ouverture permet de faire avancer ces réformes sans crispations dans un climat serein et apaisé.* » Le message est clair : Sarkozy est un soldat du capital financier et doit entreprendre la liquidation de pans entiers d'acquis ouvriers. Et pour ce faire, il doit éviter tout affrontement fatal ; il a donc besoin de mettre à sa botte les dirigeants ouvriers.

**Assez de dialogue social ; dirigeants des partis et syndicats ouvriers, rompez avec le gouvernement !**

**Une conclusion s'impose immédiatement : il n'y a rien à attendre de ce gouvernement, il est donc plus que temps de rompre avec lui.** Les organisations syndicales doivent donc cesser immédiatement toute concertation qui ne visent qu'à permettre la mise en place des réformes-destructrices des acquis ouvriers, notamment des retraites. Sarkozy dit lui-même : « *J'ai beaucoup de respect pour les syndicats qui durant la crise, ont fait preuve de courage et du sens des responsabilités. Je tiens à ce qu'une concertation approfondie soit menée avec eux. Mais ce n'est pas aux organisations syndicales de prendre sur elles l'impopularité d'une réforme des retraites.* »

Le rapport du COR qui a été approuvé par ses membres dont les représentants du PS, du PCF et des syndicats ouvriers (CGT, FO, FSU) permet au gouvernement d'avancer sur ses perspectives de liquidation du système actuel. Il avait aussi pour objectif de mettre en place un diagnostic partagé ... entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier. Le COR échafaude des prévisions financières des régimes de retraite à 10-20 et 40 ans alors que personne n'a pu prédire la crise de l'été 2008 un an à l'avance ! Toutes les hypothèses montrent que les régimes seront déficitaires et plaident donc pour une réforme qui ne peut aboutir qu'à une hausse des cotisations, c'est-à-dire à une diminution du salaire net, qu'à une baisse du niveau des pensions, qu'à une hausse de l'âge de départ à la retraite.

Toutes les directions du mouvement ouvrier, du PS au PCF, de la CGT, FO à la FSU ne rejettent pas les conclusions du rapport du COR, au contraire. Elles en condamnent « l'utilisation catastrophiste » qui en est faite par le gouvernement. Mais ce n'est pas tant l'utilisation que le diagnostic contenu dans le rapport qui est catastrophiste ! L'objectif est de montrer que le système actuel étant au bord du gouffre, il s'agirait de trouver des solutions pour le sauver. Pour la bourgeoisie les solutions sont claires : remise en cause des acquis par le recul de l'âge de départ à la retraite, la baisse du niveau des pensions, la mise en cause du code des pensions des fonctionnaires et la règle de calcul sur les 6 derniers mois ... Pour l'ensemble des partis et syndicats la solution serait dans un autre financement, non plus basé sur le seul salaire différé, mais sur la taxation des produits financiers. Ce serait la fiscalisation du financement qui dédouanerait de sa responsabilité le patronat qui extorque la plus-value aux travailleurs. Certaines directions syndicales au 1<sup>er</sup> rang desquelles la CGT préconisent une gestion commune « plus transparente » de l'ensemble des systèmes actuels : c'est la voie ouverte pour la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires. Avec une telle caisse, dans le cadre de la RGPP (suppressions massives de postes, loi sur la mobilité, rémunérations au mérite ...) il sera facile au gouvernement de créer un déficit et d'engager alors de nouvelles attaques contre ce régime, au nom de l'égalité entre public et privé. Aujourd'hui, les pensions des fonctionnaires sont inscrites et donc garanties par le budget de l'Etat, il faut qu'elles le restent !

**Dirigeants syndicaux : quittez immédiatement toutes les réunions avec le gouvernement sur les retraites. Les acquis ne sont pas négociables, quittez le Conseil d'orientation des retraites (COR) chargé de faire des propositions de réforme au gouvernement, refuser de participer aux réunions de Sarkozy sur les retraites !**

### **Front unique pour la défense des revendications ouvrières**

A l'inverse, les organisations ouvrières ont la responsabilité de réaliser le Front unique pour mettre en échec les réformes de Sarkozy et en premier lieu celle des retraites. Leur responsabilité est d'organiser la mobilisation générale contre le gouvernement et sa politique, pour la défense des revendications **qui unifient la classe ouvrière et garantissent la pérennité du système par répartition :**

- **Pas touche aux 60 ans, pour un droit à une retraite à taux plein dès 60 ans, pas un trimestre de plus !**
- **Abrogation des lois Balladur et Fillon : retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous ! retour aux régimes spéciaux !**
- **Défense du statut des fonctionnaires : pas de création de caisse, garantie des pensions par le budget de l'État, défense inconditionnelle du code des pensions, maintien du calcul sur le traitement des 6 derniers mois ...**
- **arrêt des exonérations de cotisations patronales, augmentation du salaire brut et dans ce cadre augmentation des cotisations patronales !**

### **Front unique pour chasser le gouvernement Sarkozy du pouvoir sans attendre 2012**

Face aux attaques du gouvernement Sarkozy, la seule solution est de l'affronter en vue de le chasser du pouvoir sans attendre 2012.

Or, au soir des élections régionales, si tous les dirigeants des partis ouvriers ont reconnu que le résultat marquait le rejet de la politique du gouvernement, tous, de Martine Aubry à Marie-Georges Buffet ont renvoyé à 2012 la question du pouvoir. En 2004 les dirigeants du PS et consorts ont attendu 2007 et refusé d'ouvrir une issue politique immédiate, permettant la victoire de Sarkozy au présidentielle.

Il faut donc battre le fer tant qu'il est chaud : en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, les dirigeants du PS, du PC, du PG, du NPA ont la responsabilité d'ouvrir immédiatement une perspective politique. Ils doivent déclarer qu'ils sont candidats au pouvoir, prêts à former un gouvernement de leurs seuls partis, sans représentants d'organisation bourgeoise (comme Europe écologie, Verts, Radicaux, ou Citoyens).

Ce serait un formidable point d'appui pour préparer et engager, avec les confédérations ouvrières, une mobilisation générale pour balayer ce gouvernement à la solde du capital.

# La crise financière n'est que l'expression de la crise générale du système capitaliste

## Annulation des dettes d'États ! Pour l'expropriation du capital !

### L'origine de la crise : le capitalisme

Les crises périodiques sont inévitables dans le cadre du système capitaliste ; au 19<sup>ème</sup> siècle, la concurrence permettait de les réguler ; au stade de l'impérialisme, ce sont les États bourgeois qui tentent de créer des débouchés artificiels, maintenant l'économie à bout de bras.

Depuis fin 2006, des signes avant-coureurs faisaient craindre un nouvel éclatement de la crise mondiale : sur la base d'une politique de taux d'intérêts bas conduite depuis la crise limitée de 2001, l'endettement des économies est devenu colossal ; cet endettement s'est adossé sur des produits financiers spéculatifs, dont la bulle a éclaté en août 2008.

Au point de départ, il s'agit d'une crise classique en régime capitaliste : les pays développés et en développement ont trop exporté et ont trop importé pour trouver des débouchés ; le marché ne peut plus absorber. Les capitaux se reportent donc sur des produits à rentabilité plus facile et immédiate. La spéculation immobilière joue ce rôle.

Mais cette spéculation financière ne crée aucune valeur (cf encadré) ; elle ponctionne la plus-value produite à l'autre bout de la chaîne, dans les secteurs où le travail des ouvriers donne de la valeur aux marchandises. Aujourd'hui, c'est en Chine que sue le plus de plus-value, que les capitalistes de monde entier extorquent une plus-value considérable aux travailleurs chinois. Dans les pays impérialistes, la rentabilité des industries étant moins rapide, les capitalistes investissent moins. La politique des taux d'intérêt bas encourage par contre une politique d'endettement poussant à une consommation effrénée (voitures, immobilier, biens informatiques ...) permettant d'écouler les produits importés. Mais la consommation a ses limites : trop de biens sont produits en rapport des capacités d'achat des travailleurs, même endettés.

Au stade de l'impérialisme, les crises classiques ne peuvent plus réguler le système : au 19<sup>ème</sup> siècle la concurrence éliminait le surplus ; aujourd'hui ce sont les monopoles qui régissent le marché. Il ne reste plus de marge de manœuvre. La crise des subprimes a par exemple permis une reconcentration du secteur bancaire avec la liquidation de Lehman Brothers. Mais il ne reste que quelques grands groupes dans les secteurs clés, quand il n'en reste pas que deux (aéronautique) ou même un seul (informatique).

---

Ni les capitalistes prêteurs d'argent ni même les rentiers, ne créent de valeur. Marx disait : « *A mesure que la richesse augmente le nombre des capitalistes d'argent s'accroît : d'une part, le nombre et la fortune des rentiers deviennent plus considérables, d'autre part les banquiers, les prêteurs d'argent, les financiers de toute nature deviennent plus nombreux, par suite du développement du crédit. En même temps on voit se multiplier les valeurs produisant de l'intérêt, les fonds publics, les actions, etc., ainsi que les appels au capital disponible, aux agioteurs dont les spéculations alimentent une bonne partie des opérations du marché financier.* ».

« *Le profit n'est pas empoché tout entier par l'employeur capitaliste ; il peut être approprié par le capitaliste industriel, par le rentier, par le capitaliste prêteur d'argent. Le rentier, propriétaire foncier est en mesure de s'approprier une partie de la plus-value sous nom de rente. Le capitaliste prêteur d'argent peut réclamer au titre d'intérêt une partie de la plus-value. Le possesseur des moyens de travail empoche le profit industriel ou commercial. Le profit, c'est-à-dire la plus-value qui est la partie de la valeur totale des marchandises dans laquelle est incorporé le surtravail, le travail impayé de l'ouvrier peut se répartir sous forme de rente, de taux d'intérêt et profit industriel.* »

---

## Le rôle des États

C'est pourquoi, les États jouent un rôle dans l'économie en créant artificiellement des débouchés via l'économie d'armement par exemple (sur 12.5 milliards de budget d'investissement de l'État français en 2009, 10 étaient consacrés à la défense) mais aussi dans le secteur de l'immobilier par l'intermédiaire de produits défiscalisés (Scellier) qui permettent la spéculation foncière. C'est le cas aussi par le biais des primes à la casse dans l'automobile.

Quand la bulle a éclaté en 2008, les États impérialistes, en premier lieu les États-Unis (cf plan Paulson) et les États de l'Union européenne ont racheté directement ou ont donné des garanties pour le rachat des produits spéculatifs dit pourris (les hedge funds) au prix de centaines voire de milliers de milliards de dollars ou d'euros. Aujourd'hui, c'est l'heure de la facture, non pas pour les capitalistes, pour les banquiers mais pour les travailleurs de ces pays.

### La bourgeoisie doit faire supporter les conséquences de la crise aux travailleurs

Ce sont donc les travailleurs qui paieront et qui ont commencé à payer : chômage, déqualification et baisse du pouvoir d'achat pour les uns (salariés du privé) ; suppressions massives de postes, accroissement de la charge de travail et baisse du pouvoir d'achat pour les autres (salariés du public). Le capital exige que le budget des États serve de moins en moins au paiement des salaires et pensions des fonctionnaires ou aux revenus dits sociaux mais qu'il soit dirigé en soutien à cette économie de cavalerie. Ainsi,

- **l'État espagnol** a décidé de baisser de 5% les salaires fonctionnaires, de geler les retraites, de réduire le nombre de fonctionnaires (non remplacement d'1 sur 10) pour 2011 ... ;
- au **Portugal**, le gouvernement a prévu le gel des salaires de la fonction publique jusqu'en 2013 ainsi que le non remplacement d'un fonctionnaire sur 2, pour supprimer 73 000 postes sur 4 ans ;
- en **Grèce**, le nouveau plan d'austérité prévoit la suppression des 13 et 14ème mois de salaires des fonctionnaires ainsi que la baisse 12% de leurs primes après une baisse de 8% ;
- en **Irlande**, le salaire des employés de l'administration a baissé de 5 à 15% en 2009, et baissera de nouveau de 5% en 2010 ; leurs primes seront supprimées. Le gouvernement a décidé le gel des embauches et le non remplacement des départs à la retraite ;
- en **Hongrie**, le gel des salaires de la fonction publique a été décidé pour 2 ans ainsi que la suppression du 13ème mois des fonctionnaires et des retraités ;
- en **Roumanie**, le gouvernement a baissé les salaires des fonctionnaires de 25% et a procédé au licenciement de 10% des 1.4 millions d'entre eux ; il a également entrepris la baisse de 15% du montant des retraites ;
- en **Lettonie** : les salaires du secteur public ont baissé de 20% et les retraites de 10% depuis 2009 ;
- en **France**, le gouvernement a annoncé la réduction de 10% des dépenses d'intervention de l'État sur 3 ans pour réaliser 6 milliards d'économie ; il poursuit le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux y compris dans les entreprises publiques (Météo France, CNRS, Pôle emploi ...) ; ce plan de rigueur va se traduire par la refonte des dispositifs dits de « guichet » (allocation adulte handicapé, RSA, APL ... ainsi que les subventions (culturelles, aux transports, etc.) ;
- en **Allemagne**, le Parlement a voté un plan de rigueur de 86 milliards d'€ d'économie d'ici 2014, dont 11 pour 2011 ; certaines allocations versées aux chômeurs de longue durée seront supprimées de même que les bénéficiaires de l'aide au logement qui n'auront plus droit à une allocation supplémentaire pour le chauffage. En outre, d'ici à 2014, entre 10.000 et 15.000 emplois disparaîtront dans la fonction publique.

Dans le même temps, le 9 mai, les États de l'UE ont décidé de mettre en place un dispositif de soutien aux États en difficulté de 750 milliards d'€ cofinancé par l'UE(BCE) et le FMI du fait de l'inquiétude du capitalisme financier concernant les difficultés de certains États (Grèce, Espagne, Portugal ...) d'honorer leurs dettes, voire de se trouver en défaut de paiement. Le plan permettrait de financer 4 pays qui ne pourraient plus emprunter sur les marchés pendant 4 ans et de prendre des mesures de soutien aux banques avec des facilités offertes par la BCE pour emprunter des liquidités à bas coût par des opérations de refinancement à 6 mois et à 3 mois au taux fixe de 1%, autant dire gratuitement compte tenu de la l'inflation. Mais ce plan continue à produire du papier monnaie dans la mesure où la BCE pourra racheter des titres de dettes publiques ou privées, des actifs pourris. La BCE opérera comme garantie auprès des banques pour trouver des acheteurs de leurs dettes.

Mais tous les États de l'UE doivent financer ce système ce qui signifie que les États ayant déjà des problèmes d'endettement vont encore s'endetter pour participer à ce dispositif.

### Les travailleurs refusent de payer la crise

Les plans d'austérité suscitent la colère des travailleurs : alors que les États sauvent les profits des banques, il faudrait que les travailleurs, les fonctionnaires payent la facture ! Leur capacité de mobilisation n'est pas à démontrer ; le problème est de savoir sur quels mots d'ordre et plus largement sur quelles perspectives sont convoquées les mobilisations à l'appel des centrales syndicales et quelle forme ces mobilisations prennent-elles (centralisation, grève générale).

Ainsi, en Grèce, les travailleurs ont répondu depuis le début de l'année à plusieurs journées d'action dans le public comme dans le privé, dont des grèves générales de 24 heures.

Les travailleurs grecs sont organisés au sein de deux confédérations syndicales, celle du privé (GSEE qui compte plus de 700 000 adhérents) et du public (ADEDY qui en compte plus de 300 000). Ces centrales sont dominées par la PASKE, tendance proche du parti socialiste grec. C'est ce qui explique qu'elles aient refusé d'appeler le 17 décembre à la traditionnelle journée de grève contre le vote du nouveau budget à l'assemblée nationale et condamné les décisions de mobilisation prises contre les nouvelles coupes budgétaires par plusieurs sections locales dans les secteurs des hôpitaux, de l'enseignement, des contractuels du public...

Juste avant la journée du 17 décembre, la direction de la GSEE avait même rappelé qu'elle « *n'appelait pas à la grève* » et qu'en l'absence d'un préavis toute grève était illégale. Se gardant bien d'appeler à combattre le plan d'austérité, elle relaye parmi les travailleurs du privé la propagande gouvernementale, selon laquelle les « sacrifices » sont inévitables. Cette confédération a refusé d'appeler les travailleurs du privé à rejoindre la grève du secteur public du 10 février et n'a pas condamné le plan d'austérité dans son intégralité. Malgré l'annonce, début mars, d'un nouveau train de mesures frappant aussi bien les salariés du privé que ceux du public, la direction de la GSEE a continué à souligner l'importance du dialogue social, réitéré sa demande au PASOK de ne pas prendre de mesures supplémentaires et appelé à une « *répartition équitable* » des sacrifices. Rien d'étonnant quand on sait que le président de la GSEE et membre du parti au pouvoir, Panagopoulos, avait déclaré mi-décembre qu'il comptait soutenir les mesures « justes » du gouvernement. Le même Panagopoulos, implore le patronat d'« *améliorer le revenu des travailleurs* » et d'« *investir dans la production* » afin de réduire le nombre de chômeurs.

Quant à la direction de l'ADEDY, la confédération du public étroitement liée elle aussi aux socialistes qui gouvernent, elle serine le même leitmotiv d'un partage des sacrifices, sur le thème : « *les travailleurs ne doivent pas être les seuls à subir les conséquences de la crise* ». Mais, après la réussite de la mobilisation du 17 décembre et la colère suscitée par l'annonce, début février, du plan d'austérité, elle a fini par appeler à une journée de grève le 10 février. Depuis, la mobilisation contre le plan d'austérité s'est accélérée avec quatre nouvelles journées de grève. Toutefois, les directions syndicales se contentent d'appeler aux grèves sans mobiliser afin d'assurer leur réussite.

Le 10 février, 70 % des fonctionnaires, selon l'ADEDY, étaient en grève.

Le 24 février, le pays était complètement paralysé par une grève générale de 24 heures appelée par les deux confédérations.

Le 5 mars, des dizaines de milliers de travailleurs profitaient d'un débrayage de trois heures pour manifester contre les nouvelles mesures d'austérité.

Le 11 mars, une nouvelle journée de grève, public-privé, paralysait quasi totalement l'économie du pays. Le 16 mars, à l'appel de l'ADEDY, une nouvelle manifestation parcourait les rues d'Athènes.

Le 5 mai, la manifestation a pris des allures de révolte contre les banques. Mais la division continuait, le KKE manifestant à part.

Il existe en Grèce un parti communiste (le KKE qui réalise 7,54 % des suffrages) qui affiche un certain radicalisme (ne pas « *se soumettre aux ordres du capital* », « *prendre l'argent aux riches* »)... sans pour autant remettre en cause le capitalisme. Au contraire il entretient la confusion en prônant un développement économique autonome du reste de l'UE. Sur le terrain des luttes, il joue la carte de la division refusant toute alliance avec les centrales syndicales et le PASOK.

Quant à la coalition de la Gauche Radicale (SYRIZA, 4,6 % des suffrages), elle ne remet nullement en cause la dette de l'État que les travailleurs doivent payer et reste cantonnée aux journées d'action des centrales syndicales.

En Espagne, des dizaines de milliers de travailleurs espagnols ont manifesté au mois de février contre la réforme des retraites du gouvernement qui vise à repousser l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. C'était la première fois depuis l'élection de Zapatero, en 2004, que les leaders syndicaux ont été obligés de mobiliser contre une mesure de l'exécutif socialiste. Les syndicats ont explicitement écarté l'idée d'une grève générale. À deux jours de la

présentation des détails de la réforme par le ministre du Travail, ils se situaient dans le cadre du dialogue social. À Madrid, il y a eu 60 000 manifestants.

Plus de trois Espagnols sur quatre s'opposent au projet du gouvernement de repousser l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans.

De nouveau, des milliers de travailleurs ont manifesté dimanche 16 mai à Madrid contre le « capitalisme » et les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero, à la veille de l'ouverture d'un sommet UE-Amérique latine.

**Au Portugal**, une mobilisation sans précédent a eu lieu en mai contre le plan du gouvernement portugais, qui prévoit de baisser les aides sociales et d'augmenter les impôts, Une grève générale serait à l'ordre du jour.

Près de 300.000 personnes ont en effet manifesté samedi 29 mai, à Lisbonne, contre les mesures d'austérité du gouvernement socialiste, selon la principale confédération syndicale portugaise (CGTP) qui avait appelé à une journée d'action.

Selon la CGTP, il s'agit d'une affluence record pour ces dernières années, dépassant les 200.000 personnes qui avaient manifesté à Lisbonne le 13 mars 2009 afin de réclamer de meilleures conditions de travail.

Samedi, les manifestants, venus de tout le pays, ont exprimé leur opposition à la cure de rigueur du gouvernement socialiste qui a prévu, entre autres, la baisse des aides sociales et une hausse généralisée des impôts, pour assainir les finances publiques du pays.

*"Nous disons non à ces mesures au nom de l'intérêt des travailleurs et nous souhaitons que certaines d'entre elles soient retirées"*, a déclaré le secrétaire général de la CGTP Manuel Carvalho da Silva, ajoutant que l'organisation syndicale n'excluait aucune *"forme de lutte"* dans les prochains jours. La CGTP a déjà évoqué l'hypothèse d'une grève générale.

Le gouvernement quant à lui appelle au *"dialogue"* et à une *"concertation sociale"*.

Au contraire, dans ces pays où les partis ouvriers bourgeois gouvernent, l'exigence est d'imposer à ces gouvernements le retrait des plans d'austérité et plus largement qu'ils s'engagent à ne pas rembourser la dette publique. Mais il faudrait une solidarité autour de ce mot d'ordre à l'échelle de toute l'Europe : c'est de la responsabilité de toutes les organisations d'origine ouvrière d'avancer au minimum le mot d'ordre d'annulation des dettes d'État, qui étranglent les travailleurs. De telles annonces et de tels actes permettraient de dresser la classe ouvrière contre le capital, en vue de son expropriation. Cette perspective amènerait à la constitution de véritables gouvernements ouvriers capables d'exproprier les grands trusts et les banques, sans indemnité, ni rachat.

### **La crise divise les bourgeoisies, les partis bourgeois**

La crise économique ravive les tensions entre les bourgeoisies et au sein-même des bourgeoisies. Elles expriment en général les divergences d'intérêt sur les solutions à la crise.

Ainsi, l'adoption du plan dit de « sauvetage » de la Grèce s'est fait aux forceps tant les bourgeoisies allemandes et françaises étaient divisées : la bourgeoisie allemande ne voulait pas ouvrir la boîte de pandore des sauvetages et se trouver en position de principal contributeur alors même que ce sont essentiellement les banques françaises qui détiennent la dette grecque. Mais pouvait-elle se permettre de laisser perdurer la dégringolade de l'Euro au risque de son éclatement ? Le choix a été fait, face à la menace de propagation du risque de faillite d'États de l'UE, de garantir les prêts à l'État grec – à des taux juteux pour les capitalistes prêteurs – et plus largement de faire racheter par la BCE des actifs pourris de banques.

Au sein des bourgeoisies nationales, des tensions vives se sont exprimées sur cette question. Les libéraux allemands ont pesé de tout leur poids pour éviter des hausses d'impôts. En France, l'union nationale a été plutôt de mise, se traduisant par l'adoption du plan dit de sauvetage y compris par le PS.

Cette crise des bourgeoisies nationales s'est manifestée sur le plan électoral (voir article sur les élections régionales en Allemagne et Italie).

### **De nouvelles guerres à l'ordre du jour ...**

Lénine qualifiait le stade de l'impérialisme comme celui des guerres et des révolutions. En effet, ce stade de l'histoire est marqué par une concentration du capital au sein de monopoles constitués, par le partage entre ces monopoles et entre les États impérialistes, du reste du monde. Ce partage nécessite conquête et repartage du monde en fonction du rapport de forces, soit direct soit indirect via les pays dominés économiquement et politiquement.

L'impérialisme américain demeure l'impérialisme dominant mais il est considérablement affaibli par rapport aux périodes précédentes, notamment au sortir de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Ses interventions militaires se bornent à maintenir ses positions, ou celles de ses alliés comme l'État colonial d'Israël. Ce fut le cas en Irak pour prendre le contrôle de l'État irakien déliquéscent, ou en Afghanistan. Il est intervenu dans ces États qui étaient plus ou moins soutenus ou contrôlés par l'ex État soviétique stalinien. Ces interventions militaires musclées n'arrivent pas à écraser complètement les populations et prennent souvent la forme de coalitions associant d'autres impérialismes (anglais, français et même allemand).

Il apparaît vital pour l'impérialisme américain de dominer la situation au Moyen-Orient, d'une part vis-à-vis de son allié, l'État d'Israël et d'autres part pour occuper une région stratégique aussi bien économiquement que comme porte d'entrée de l'Asie.

Aujourd'hui, il est clair que l'impérialisme américain, et ses alliés, entendent intervenir en Iran. Cela fait 30 ans que son émissaire dans le pays, le chah d'Iran, a été balayé par une révolution d'origine ouvrière confisquée par la réaction islamique, du fait du refus de la prise du pouvoir par le parti communiste iranien. L'ONU a de nouveau pris des sanctions contre l'État iranien sous prétexte d'arme nucléaire. Il s'agit en fait de préparer une intervention militaire qui aurait un double objectif : rétablir le contrôle de la région et éviter de nouvelles mobilisations des masses iraniennes, dans une situation où l'État d'Israël et sa politique coloniale est source de vives tensions qui peuvent se répercuter à l'échelle de tout le Moyen et Proche Orient jusqu'au pays du Maghreb.

### **Des mobilisations ouvrières et des révoltes populaires en perspective**

Les travailleurs refusent de payer la crise. Les mobilisations contre les plans d'austérité, en Grèce, en Espagne, au Portugal ne comptent peut-être pas toute la population laborieuse mais sont significatives de la volonté d'engager le combat contre ces plans.

En **Chine**, une grève a démarré le 26/05 chez Honda pour l'augmentation des salaires. Après la vague de suicides de travailleurs chez Foxconn, sous-traitant d'Appel, la direction a concédé une augmentation de 20% des salaires pour au moins 200 000 ouvriers (sur 800 000). La Chine a connu une recrudescence des conflits sociaux lors de la promulgation d'une nouvelle loi sur les contrats de travail. Plus généralement, on constat une exacerbation des tensions depuis la crise financière de 2009 dans un contexte d'inflation permise par des taux d'intérêt bas, des plans de relance et de grands travaux.

La révolte populaire qui s'est développée au printemps 2010 en **Thaïlande** témoigne des tensions qui s'exacerbent entre les classes (une bourgeoisie compradore au pouvoir et des masses paysannes et ouvrières surexploitées, miséreuses). La population emmenée à l'origine par les chemises rouges, s'est attaquée aux institutions, au pouvoir, montrant que les masses n'ont pas d'autres solutions que de prendre le pouvoir pour pouvoir avancer une programme révolutionnaire.

Il faut noter également que pour la première fois aux **États-Unis**, une mobilisation s'est développée dans un cadre unitaire dans l'Éducation. La crise économique a en effet des répercussions sur les budgets des États fédérés qui se sont attaqués aux budgets de l'Éducation, dont les dépenses occupent généralement la majeure partie du budget de chaque État. Or ceux-ci voient leurs recettes fiscales chuter, qu'il s'agisse des impôts fonciers, du fait des millions d'expulsions, ou des impôts sur le revenu et autres taxes sur la valeur ajoutée, qui diminuent à mesure que le chômage augmente. Les États expliquent qu'ils n'ont pas d'autre choix que de faire des coupes dans les dépenses, et c'est l'Éducation la première visée. La Californie, qui détient le record du nombre d'expulsions et du taux de chômage, est l'État qui a opéré les coupes les plus sévères dans les budgets. Depuis 2007, le budget total de l'Éducation a été amputé de 50 %. Actuellement, des centaines d'écoles sont menacées de fermeture à travers l'État, et des dizaines de milliers de profs sur le point d'être renvoyés. Quand une école est fermée, les élèves doivent se scolariser dans une autre école de leur district, ce qui aggrave encore le problème des classes surchargées. Le 4 mars dernier, il y avait plus de 12 000 manifestants à San Francisco.

Habituellement, ce secteur souffre de l'isolement des différents niveaux éducatifs les uns par rapport aux autres, et même entre les écoles ou les districts (une des divisions administratives du système américain). Les combats unitaires ont toujours été très difficile à organiser mais, cette année, du fait de la violence des attaques, combinée aux autres attaques sur le plan économique, un profond sentiment de révolte a surgi et a favorisé un sentiment d'unité dans la population face à la casse de l'Éducation derrière le mot d'ordre « No cuts to Education » (« Pas de coupes budgétaires dans l'Éducation »). C'est dans ce contexte que des membres du regroupement « Against Cuts » (« Contre les coupes budgétaires »), à travers leurs syndicats, ont pu établir le contact avec les représentants d'autres syndicats de l'Éducation. Ce qui a abouti à une petite coalition de syndicats – celui des profs et autres personnels des écoles publiques, mais aussi différents syndicats des Community College et du système universitaire supérieur, qui a permis d'organiser la manifestation du 4 mars.

## **A bas les plans d'austérité, annulation de la dette**

La crise financière de 2008 n'est que la conséquence d'une énième crise de surproduction qui s'est exprimée en 2007. L'épicentre a eu lieu comme d'habitude aux USA qui ne l'ont surmonté qu'en accroissant encore plus l'énorme déficit abyssal de l'État (cf plan Paulson et autre). Aujourd'hui, fin 2009-début 2010 c'est au tour de l'UE. Ce qui est à l'ordre du jour pour les masses, c'est le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la flexibilité, la mise en cause des conventions collectives et les statuts de la fonction publique, la misère, la remise en cause des acquis ouvriers, qui sont autant de freins au maintien du taux de profit des capitalistes. Mais cela ne suffira pas : ce qui est à l'ordre du jour, ce sont les guerres ou même une nouvelle guerre mondiale.

Il ne reste aux travailleurs qu'une seule voie : combattre tous les plans d'austérité ou de rigueur et imposer l'annulation de la dette des États (pas un sou aux banques pour le remboursement des intérêts). Ce combat nécessite que les travailleurs soient organisés dans les syndicats et partis ouvriers et qu'ils s'organisent eux-mêmes, qu'ils imposent ces revendications aux dirigeants ouvriers. Ces revendications posent inéluctablement la question du pouvoir ; il faudra combattre pour la constitution de gouvernements ouvriers à même de réorganiser la production en fonction de la satisfaction des besoins sociaux et non du profit. Ceci implique dans un premier temps l'expropriation des principaux moyens de production (énergie, transport, BTP, métallurgie, chimie, sidérurgie, automobile, agroalimentaire, pharmacie et laboratoires, électronique et informatique, communication) ainsi que des banques.

Les appareils du mouvement ouvrier ne profitent pas de cette situation de crise pour accentuer les contradictions, pour engager le combat contre la bourgeoisie ; au contraire ils se disposent au pire en soutien des politiques de rigueur, au mieux en opposition non conflictuelle comme si le consensus, l'union nationale était de mise en période de crise alors que les masses rejettent les plans d'austérité et refusent de payer la crise.

Il faut que se réalise le Front Unique ouvrier pour imposer les véritables revendications :

**A bas les plans d'austérité ; annulation de la dette, aucun remboursement, pas un sou aux banques ; expropriation des banques sans indemnité ni rachat.**

« Aujourd'hui le trop plein de monnaie ou de signes monétaires est condamné à poursuivre sa course et à s'enfler constamment sous peine qu'apparaisse la réalité que la grande masse est composée de valeurs fictives, que se produit un effondrement de la monnaie et du système de crédit, et que se disloquent les rapports économiques. » disait Stéphane Just à propos de la crise de 1971. Ses propos restent vrais aujourd'hui : le système financier ne peut pas s'arrêter sous peine d'une dislocation des rapports économiques.

En effet, Marx expliquait dans le Capital « les crises monétaires, indépendantes des crises réelles ou aggravant ces dernières, sont inévitables dès l'instant où le caractère social du travail fait de la marchandise une monnaie, un objet en dehors de la production effective. D'autre part, il est certain que la banque, tant que son crédit n'est pas ébranlé, calme la panique en élargissant sa circulation fiduciaire et l'accroît en la réduisant. L'histoire de l'industrie moderne montre à chaque page que si la production nationale était organisée, la monnaie métallique ne serait nécessaire que pour solder les différences du commerce international. » Or l'économie n'est pas encore socialisée !

A la suite de l'article publié dans le numéro de Révoltes daté de mars 2010, nous vous proposons nos analyses liées aux derniers développements sur la réforme des retraites engagée par Sarkozy.

## **Retraites :**

### **A bas la réforme du gouvernement !**

### **Dirigeants syndicaux : reprenez ce mot d'ordre et rompez immédiatement toutes les discussions avec le gouvernement, quittez le COR !**

#### **Le rapport du COR : outil de liquidation des régimes de retraites**

Le Parlement a commandé fin 2009 un rapport au COR (Conseil d'Orientation sur les Retraites) sur « *les modalités techniques de remplacement du calcul actuel des pensions personnelles par les régimes de base d'assurance vieillesse légalement obligatoires, soit par un régime par points, soit par un régime de comptes notionnels de retraite, fonctionnant l'un comme l'autre par répartition* ». Ce rapport a été remis au gouvernement le 14 avril 2010. Il est le fruit d'une concertation entre des représentants de la bourgeoisie au rang desquels des sénateurs et députés UMP, des « experts » dont le DRH d'Areva, et des représentants de toutes les confédérations syndicales ainsi que des députés PS et PCF.

Le rapport part d'un diagnostic partagé qui établit le pronostic d'un déficit croissant lié à la démographie vieillissante de la France.

Les « arbitrages » pour le retour à l'équilibre des différents régimes sont proposés en fonction du niveau de pension, du taux de cotisation et de l'âge de départ à la retraite à horizon 2020-2030-2050 selon 3 hypothèses économiques : scénario A : à long terme, chômage de 4,5 % et gains de productivité de 1,8 % par an ; scénario B : à long terme, chômage de 4,5 % et gains de productivité de 1,5 % par an ; scénario C : à long terme, chômage de 7 % et gains de productivité de 1,5 % par an. Les économistes bourgeois se sont montrés incapables de prévoir quelques mois avant la crise qui déferle depuis 2008 et ce rapport, commandé par le gouvernement, a la prétention d'établir des projections à 40 ans ! Mais le COR prend en compte la crise pour actualiser son rapport de 2007 et la projette dans le temps de manière fictive en prenant comme critère le taux de chômage et les gains de productivité.

Les différentes projections combinent systématiquement et plus ou moins une hausse des cotisations avec une baisse du niveau des pensions et un recul du départ à la retraite qui varie selon les hypothèses et les périodes entre 1 et 10 ans (de 61 à 70 ans) ! De fait, les prévisions entérinent la politique du gouvernement comme le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite.

Les dirigeants ouvriers (partis et syndicats) portent la responsabilité de la publication de ce rapport. Ils ont accepté de participer au COR et refusé de dénoncer son cadre et d'en sortir. Pourtant après avoir participé jusqu'au bout (et aujourd'hui encore) au COR, lors de la publication du rapport, la CGT crie au loup. La déclaration d'Éric Aubin en témoigne : « *La CGT s'inscrit en totale opposition avec le catastrophisme des commentaires qui accompagnent depuis 2 jours la publication du rapport du Conseil d'orientation des retraites. Ce rapport que le COR vient de rendre public, démontre avant tout la dégradation de l'équilibre financier des retraites, sous le coup de la crise* ». Il ajoute par ailleurs que les conséquences de la démographie à long terme ne sauraient être niées. Ainsi la CGT dénonce le catastrophisme des commentaires (!) qui accompagne la publication et confirme son analyse d'une dégradation de l'équilibre financier, et d'un problème lié à la démographie vieillissante : les mêmes bases que le gouvernement s'emploie à mettre en avant dans sa propagande ! Même son de cloche à FO pour qui : « *Les conclusions du rapport vont servir d'arguments à la propagande du gouvernement qui entend faire supporter aux salariés les efforts financiers sur des scénarios alarmistes qui s'inscrivent, comme le souligne le rapport, dans les prévisions réalisées par le gouvernement dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance. Force Ouvrière n'est en rien engagée sur le diagnostic.* »

Aussi aujourd'hui, lorsque la CGT ou FO crient au voleur en « découvrant » les conclusions du rapport, nous devons leur rétorquer : **quittez le COR (institution pérenne) et refusez les discussions organisées par le gouvernement qui vous associent à la liquidation des retraites !**

Il faut le rappeler, il n'y a pas de problème de financement des retraites si ce n'est le chômage et les exonérations ou le refus d'augmenter les cotisations patronales. Pour le reste, la France connaît une sorte de baby boom, avec plus de 800 000 naissances par an et l'espérance de vie augmente en raison du départ à 60 ans et de l'accès aux soins. Mais les conditions d'accès aux soins et les conditions de travail se dégradent au fur et à mesure des réformes destructrices des acquis ouvriers. L'augmentation de l'âge du départ à la retraite signifiera à terme une baisse de l'espérance de vie.

## Nouvelle phase du dialogue social

Sur la base de ce rapport et de son diagnostic partagé, Sarkozy a demandé au gouvernement de lancer une nouvelle phase de concertation avec les dirigeants syndicaux. Ainsi des rencontres bilatérales se sont déroulées entre Woerth et l'ensemble des syndicats. Des représentants du PS et PCF, entre autres, ont également participé à des réunions bilatérales. Tous ont accepté de discuter avec le gouvernement alors même que celui-ci n'a pas caché qu'il voulait trouver le moyen de faire *"travailler plus longtemps"* les Français par un nouvel allongement de la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein (au-delà des 41 ans prévus d'ici à 2012) et/ou par un recul de l'âge légal minimal de départ de 60 ans. François Fillon a par ailleurs indiqué qu'une hausse des cotisations retraites, compensée par une baisse des cotisations chômage, était envisageable.

Sur la question des retraites dans la fonction publique, présentées comme plus avantageuses que dans le privé, le secrétaire d'Etat à la fonction publique, Georges Tron, a estimé que cette question ne pouvait être *"un préalable"*. Pourtant l'objectif du gouvernement est bien, au nom de l'équité, d'aligner les conditions de liquidation des droits à pension des fonctionnaires sur les conditions actuelles du privé. Il s'agit ouvertement de remettre en cause la règle des 6 derniers mois, d'augmenter les cotisations et d'aller vers la création d'une caisse alors qu'aujourd'hui les pensions sont inscrites au grand livre blanc de la dette publique, budgétisées, et donc garanties par l'État. Dans ce but, une journée spécifique de concertation est prévue sur ce thème.

Ainsi, inscrite sur l'agenda social 2010, la concertation sur la réforme des retraites a été lancée le 12 avril. Lors de cette première série de rencontres bilatérales Eric Woerth, ministre en charge du travail, a présenté le calendrier de la réforme : publication d'un document d'orientation par le gouvernement en mai, avant-projet de loi en juin, et examen du projet de loi par le parlement à partir de septembre.

### Le document d'orientation du gouvernement

Ainsi, appuyé sur le rapport du COR, le gouvernement avoue que la réforme qu'il entend mettre en place est « une réforme de société ». En effet, malgré les précautions de langage employées dans le document qui se veut rassurant (pas de capitalisation, pas de diminution des pensions, préserver la solidarité ...) mais qui d'emblée rejette la possibilité d'augmenter les cotisations patronales (engagement n° 6 : « *La perspective d'une nouvelle augmentation générale de ces prélèvements ne pourrait donc qu'être profondément nuisible à l'emploi et la croissance* »), il s'agit bien d'une volonté de liquider le système actuel.

En effet, d'une part le gouvernement « *fera de l'augmentation de la durée d'activité le socle d'une réponse durable et juste au déséquilibre des régimes de retraite* ». Son document d'orientation prévoit : « *Cette augmentation de la durée d'activité peut être obtenue en agissant sur plusieurs leviers.* » Le premier levier est « *l'augmentation de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein* » et le second « *l'augmentation de l'âge d'ouverture des droits à retraite* ».

Il précise à ce sujet que « *L'augmentation de la durée d'activité se fera ainsi au fur et à mesure que les générations, déterminées par leur année de naissance, atteindront l'âge de la retraite* ».

L'autre axe que lui ont offert sur un plateau les dirigeants ouvriers (partis et syndicats) et aujourd'hui exploité par le gouvernement, est la « pénibilité propre à certaines carrières professionnelles ». Alors même qu'il a liquidé les régimes spéciaux en 2007, il s'appuie sur la pénibilité, non pas pour une reconnaissance globale, collective mais individuelle et justifiée. Il imagine un organisme paritaire doté d'experts et de médecins qui analysera cas par cas la possibilité d'un départ « anticipé ».

Et le document continue en annonçant l'intention gouvernementale de rapprocher public et privé : « *La loi du 21 août 2003 et la réforme des régimes spéciaux effectuée en 2007-2008 ont permis un rapprochement important et de construire un socle commun de principes : durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, introduction d'une décote et d'une surcote, revalorisation des pensions sur la base de l'inflation. Pour garantir l'équité de nos régimes de retraite, il est cependant nécessaire d'aller plus loin dans la constitution de ce socle commun* ». Ainsi, au nom de l'équité, il s'agit de liquider les garanties actuelles des fonctionnaires, en s'appuyant sur la loi Fillon de 2003 et la casse des régimes spéciaux de 2007. Pour preuve cette affirmation relevée dans le document : « *Conformément au principe d'équité qui doit présider à la réforme des retraites, les mesures destinées à augmenter la durée d'activité s'appliqueront à l'ensemble des salariés, du public comme du privé* ». Les partis ouvriers (PS, PCF, PG, LO, NPA) ainsi que les fédérations et confédérations syndicales ouvrières (CGT, FO, FSU ...) doivent reprendre le mot d'ordre central : **défense inconditionnelle du Code des Pensions, pas de création de caisse de retraite pour les fonctionnaires !**

Sur la question du financement, les appareils syndicaux avancent des « solutions » qui se situent toutes dans le cadre de la fiscalisation. Les salariés avaient combattu pour la mise en place après guerre, d'un système basé sur le salaire différé pour un salaire continué, rendant ainsi le patron responsable de l'exploitation et créant un système de

réelle solidarité ouvrière. Les « revendications » pour une mise à contribution des revenus financiers, des stocks option ... visent à mettre en place une fiscalisation qui dédouane le patronat de sa responsabilité et qui revient à créer un impôt. Sur ce point, le gouvernement rejoint l'idée de la fiscalisation (cadeau pour le patronat) et « *entend notamment intégrer dans le champ de la réforme des retraites la mise en place d'une contribution supplémentaire de solidarité sur les hauts revenus et les revenus du capital* ». La seule réponse que doivent apporter les organisations ouvrières est l'**arrêt des exonérations de cotisations patronales** (31 milliards d'euros en 2008 !) et **leur augmentation si nécessaire !**

### **La méthode du gouvernement : associer les directions syndicales à la réforme par le dialogue social**

Le gouvernement a ouvert une concertation spécifique avec les organisations syndicales de la Fonction publique et leur a assuré que les règles spécifiques « *ne seront en aucun cas caricaturées* ». Mais il précise aussitôt : « *Elles ne sauraient cependant être considérées comme intangibles* ».

L'engagement n°14 du document d'orientation veut mettre en place « *une gouvernance d'ensemble des régimes de retraite fondée sur des rencontres périodiques avec les partenaires sociaux. Le Gouvernement souhaite que des rencontres avec les partenaires sociaux soient organisées de manière périodique. Le Conseil d'orientation des retraites serait pleinement associé à ces rendez-vous, en tant qu'instance chargée de l'étude des régimes de retraite et du diagnostic partagé de leur situation financière. En fonction des constats faits lors de ces rencontres, des ajustements pourraient être proposés.* »

Le 15 juin 2010 le gouvernement doit faire connaître son avant-projet de loi, d'ici là, il poursuit la concertation. Evidemment son document d'orientation cadre cette concertation. Comment accepter de discuter dans ce cadre ? Comment faire croire que, dans ce cadre, il est possible d'obtenir quoi que ce soit ?

### **Les journées d'action saute-mouton pour peser sur les négociations**

Pourtant, c'est dans ce cadre que l'ensemble des directions syndicales accepte de discuter pour « porter les revendications ». On voit dans le document d'orientation que certaines de ces « revendications » ont tellement été bien défendues qu'elles ont été reprises par le gouvernement !

Dans ce cadre, les fédérations et confédérations ont appelé à de multiples journées d'action. L'objectif annoncé était clair : peser sur les négociations. Elles veulent faire croire aux travailleurs qu'il est possible d'obtenir quelque chose de favorable de ce gouvernement qui mène un combat acharné pour liquider l'un après l'autre l'ensemble des acquis des salariés.

De son côté, FO joue la carte de la division, ajoutant encore plus de confusion à la situation, impuissantant un peu plus les travailleurs. Au nom d'une radicalité, FO refuse d'intégrer l'intersyndicale aux côtés de la CFDT de Chèreque et propose ses propres actions (1er mai, 15 juin).

Pourtant, malgré ce cadre pourri, nombre de travailleurs et de jeunes se sont saisis de ces journées d'action pour se mobiliser contre le projet du gouvernement. Le 1er mai, puis le 27 mai, des centaines de milliers de travailleurs ont défilé. Cela témoigne, malgré la dislocation, d'une volonté réelle d'en découdre avec Sarkozy sur la base de la défense des acquis.

### **Une bataille au sein même des organisations ouvrières**

Cette volonté se répercute au sein même des organisations ouvrières. Au PS, Martine Aubry avait dans un premier temps déclaré que l'âge légal de départ à la retraite pouvait être repoussé à 62 ou 63 ans en fonction de la pénibilité. Le bureau national du PS, quelques jours plus tard, a voté à l'unanimité une position affirmant la nécessité de maintenir l'âge légal de départ à 60 ans. De son côté, Pierre Moscovici, a préconisé "une remise à plat" du système. "*Le Parti socialiste est prêt, dans cette réforme des retraites, à être un proposant, un acteur, un protagoniste, il est prêt à être consulté*" par l'Elysée. Il a précisé que le PS allait réunir un groupe de travail sur le sujet, qu'il restait ferme sur le maintien de l'âge légal de la retraite à 60 ans, mais qu'il acceptait l'idée d'un "choix" du moment du départ. Depuis le PS a publié ses positions en matière de retraite dont un 4 pages titré « *Pour une réforme juste, efficace et durable : la retraite universelle et personnalisée* ». Le PS y est obligé de redire son attachement à l'âge légal de départ à 60 ans, mais son projet met également en avant un « nécessaire financement » qui passe par plus de fiscalisation et avance vers l'individualisation des retraites au nom de la « retraite choisie ». En même temps il est obligé d'affirmer publiquement « *Si le candidat du PS est élu en 2012, il abrogera cette loi* ». Mais pourquoi attendre 2012 ? Le PS pourrait appeler aujourd'hui à barrer cette réforme et contribuer à engager une mobilisation pour chasser le gouvernement Sarkozy et sa majorité UMP du pouvoir, les élections régionales ayant confirmé le rejet de sa politique.

Dans la CGT la bataille fait rage également. La nécessité de la rupture des négociations en cours est l'objet de nombreuses adresses à la direction confédérale, de la part d'UL et de syndicats, ou encore d'organisations comme le Front Syndical de Classe (Tous ensemble) qui explique clairement : « *C'est pourquoi la défense des retraites doit être associée au combat contre toutes les sirènes de la collaboration de classe* ». Dans ce cadre voir l'article sur le compte rendu du congrès de la CGT Finances Publiques dans ce numéro.

### **Des collectifs se créent**

A l'appel d'ATTAC et de la Fondation Copernic, une pétition a été lancée en avril 2010 pour la défense des retraites. Sur cette base a été créé un collectif national rassemblant de nombreuses organisations, syndicats et partis politiques (CGT, FSU, Solidaires, PS, PCF, Jeunes socialistes, NPA, PG, UNEF ...). Depuis, cette initiative s'est muée en une volonté de créer des collectifs locaux et près de 300 meetings (pleins) se sont déroulés dans toute la France. La base revendicative est loin d'être chimiquement pure (rien sur la rupture de la concertation - pour un autre financement ...). On peut donc dire, à l'étape actuelle que cela constitue une réponse dévoyée à la recherche de la part d'une fraction de la jeunesse et du prolétariat de trouver une issue et une perspective politique à la lutte pour la défense des retraites. Certes, ces collectifs ont un goût de front populaire puisque s'y côtoient des organisations d'origine ouvrière (PS, CGT ...) et des organisations petites bourgeoises (ATTAC, les Verts ...) et ne constituent pas en tant que telle une issue ouvrière possible, mais ils ressemblent par leur aspect unitaire et massif aux collectifs pour le Non au traité constitutionnel en 2005. Ils peuvent être un point d'appui pour la réalisation du Front unique ouvrier contre la réforme des retraites du gouvernement dans la mesure où ils ne seraient constitués que d'organisations d'origine ouvrière et qu'ils défendraient les revendications suivantes.

### **Défense des revendications ouvrières**

La première exigence est que les directions du mouvement ouvrier (partis et syndicats) se prononcent publiquement contre le projet de réforme du gouvernement et qu'ils quittent immédiatement les réunions : **Assez de concertation ! Quittez immédiatement les réunions avec le gouvernement et Sarkozy ! Quittez le COR !**

Mais les travailleurs devront imposer à l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier de reprendre les véritables revendications :

- **A bas la réforme du gouvernement ! Pas touche aux 60 ans ! Pour un droit à une retraite à taux plein dès 60 ans !**
- **Défense du statut des fonctionnaires : garantie des pensions par le budget de l'État, défense inconditionnelle du code des pensions, maintien du calcul sur le traitement des 6 derniers mois ...**
- **Arrêt des exonérations de cotisations patronales, rattrapage des cotisations patronales et augmentation si nécessaire !**
- **Abrogation des lois Balladur et Fillon : retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous !**

Le 13 juin 2010

## **Le plan Rebond, une « fusée à étage » lancée contre les chômeurs**

### **Front unique contre le plan « rebond » !**

### **Maintien intégral du salaire pendant la durée de chômage !**

Depuis le début de la crise, les travailleurs sont confrontés à de vastes plans de licenciement et ce sont des milliers d'entre eux qui se retrouvent subitement en situation de demandeurs d'emploi. En 2010 près d'un million de chômeurs arrivent en fin de droit, dont 345.000 sans recours possible. Le gouvernement a proposé aux « partenaires sociaux » le Plan Rebond pour l'Emploi, qui condamne les chômeurs en fin de droit à la précarité.

Cet accord signé entre le gouvernement et les directions syndicales, hormis la CGT, le 15 avril, et entré en vigueur le 1er juin, s'adresse aux 345.000 chômeurs sans recours. Il prévoit que le Pôle emploi propose soit une formation rémunérée, soit un accompagnement renforcé pour les cadres, soit des contrats aidés. Une Aide Exceptionnelle pour l'Emploi, d'un montant égal à l'ASS (460 euros) serait versée dans le cas où le Pôle emploi ne pourrait proposer aucune de ces trois mesures et pour une durée maximum de 6 mois.

Les formations visent à réorienter les chômeurs vers des secteurs où le patronat a un besoin de main d'œuvre, notamment dans le BTP et les services à la personne, au mépris des qualifications et de l'ancienneté acquise, toutes les deux déterminant la rémunération et les conditions de travail. C'est inacceptable.

De la même manière, les contrats aidés (CAE et CIE) particulièrement précaires et dont les charges sont supportées à 80% par l'Etat, sont une aubaine pour le patronat qui flexibilise la main d'œuvre tout en réduisant son coût.

En outre, le refus d'une de ces mesures par le demandeur d'emploi, ne permet pas d'accéder à l'Aide Exceptionnelle pour l'Emploi. Le chômeur est donc contraint d'accepter n'importe quelle formation ou contrat sous peine de se retrouver définitivement sans revenu.

Le coût total de ce plan s'élève à 705 millions d'euros pris en charge par l'État et l'Unedic, voire 838 millions si les régions mettent la main à la poche. Ce coût, lié à la crise, est supporté par l'Etat alors même que le patronat qui l'a créé engrange à nouveau des bénéfices.

Face à la crise qui frappe les travailleurs et la jeunesse qui n'en sont en rien responsables, ce type de plan renforçant la précarité des chômeurs est inacceptable ; il est donc nécessaire que l'ensemble des organisations ouvrières exigent le retrait immédiat du plan rebond ainsi que l'interdiction des licenciements. Pour les chômeurs qui subissent au quotidien les contradictions du capitalisme, la seule mesure exigible est le **maintien inconditionnel de l'indemnisation jusqu'au retour à l'emploi**. Plus largement, les organisations ouvrières doivent combattre pour le maintien du salaire toute la durée du chômage et pour l'interdiction de tous les licenciements.

**Ces revendications impliquent qu'il faut rompre toute négociation avec le gouvernement Sarkozy qui veut faire payer la crise aux travailleurs, et engager le combat contre sa politique.**

## Congrès CGT Finances Publiques, Seignosse du 3 au 7 mai 2010 :

### Combat contre le projet du gouvernement sur les retraites et pour la rupture de la concertation

Ce Congrès – de fusion entre les syndicats CGT du Trésor et des Impôts – s'est ouvert dans un contexte particulier marqué d'une part par la fusion imposée des deux administrations et par ailleurs par la réforme liquidation des régimes de retraites.

La crise économique qui se développe depuis 2008 à l'échelle mondiale impose aux gouvernements bourgeois la mise en place de réformes qui visent la liquidation des acquis des prolétariats (dont le coût est à leurs yeux insupportable) et le recentrage des dépenses publiques des Etats en défense de leur bourgeoisie nationale contre les budgets de fonctionnement jugés superflus, au 1er rang desquels celui consacré à la fonction publique et aux fonctionnaires. En France, la déclinaison se traduit par la mise en place de la RGPP et la réforme des retraites.

C'est dans ce cadre que la fusion des deux administrations a été lancée par le gouvernement en juin 2008, véritable plan social de suppressions de postes. Le SNADGI-CGT (impôts) et le SNT-CGT (trésor public) ont accepté de discuter avec Woerth au nom d'une « bonne fusion » et refusé d'appeler à la grève pour le retrait du plan de fusion. Le résultat est là, la fusion a été entérinée et mise en place à partir de 2009, malgré la nette opposition des agents qui n'a pas trouvé à s'exprimer dans les journées d'action proposées pour « faire pression ».

Le nouveau syndicat a vocation à organiser les quelques 130 000 agents des deux anciennes directions. Il regroupera environ 12 500 syndiqués dont presque 10 000 issus des rangs du SNADGI-CGT. Cela confère à ce syndicat une place de premier rang dans l'UGFF-CGT (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT). Ce congrès avait donc un enjeu particulier : qu'il se prononce contre le projet de réforme des retraites du gouvernement (ce qui implique la rupture de la concertation à tous les niveaux, fédéral et confédéral). Une telle position serait une défaite pour les bureaucrates du bureau national, pour ceux de la fédération et de la confédération. Elle serait un point d'appui pour l'ensemble de la classe ouvrière, pour mener cette bataille dans tous les syndicats ouvriers, et en particulier dans la CGT, FO, et la FSU.

Les Assemblées Générales préparatoires au Congrès se sont tenues entre mars et avril 2010. Dans le Rhône, à l'image de ce qui se passait dans toute la France, l'AG a débattu de la question politique centrale de la période : la réforme des retraites.

Dans leurs interventions et par la présentation d'une motion, nos camarades ont défendu la nécessité de la rupture des négociations entre les directions syndicales et le gouvernement. L'intervention suivante a notamment été faite :

*« Notre AG se tient à un moment précis : 4 jours après le second tour des élections régionales.*

*Le vote qui s'est exprimé signifie clairement que les travailleurs rejettent la politique de ce gouvernement. C'est un point d'appui pour engager le combat contre les réformes qu'il présente, et en premier lieu celle des retraites.*

*Dans une interview au Figaro, Sarkozy expliquait récemment à propos de la réforme des retraites : « J'ai beaucoup de respect pour les syndicats qui durant la crise, ont fait preuve de courage et du sens des responsabilités. Je tiens à ce qu'une concertation approfondie soit menée avec eux. Mais ce n'est pas aux organisations syndicales de prendre sur elles l'impopularité d'une réforme des retraites. »*

*Les organisations syndicales doivent cesser toute concertation avec lui car le dialogue social ne vise qu'à permettre la mise en place des réformes-destructrices des acquis.*

*A l'occasion de 2 heures mensuelles d'information syndicales, la grande majorité des collègues présents, ont été clairs sur cette question : pas question de négocier nos acquis, on veut garder les 6 mois, pas touche à notre statut.*

*Personne ne comprendrait que les directions syndicales participent à la liquidation des régimes de retraites et donc aux discussions à venir avec le gouvernement ; en ce sens elles doivent aussi quitter le Conseil d'orientation des retraites (COR), chargé de faire des propositions de réforme au gouvernement.*

*Car nos acquis ne sont en effet pas négociables.*

*Dans la presse syndicale, il était dit que « la question des 6 mois n'est pas négociable pour la CGT ». Très bien, alors non seulement il faut l'écrire dans le document d'orientation mais encore faut il faire la lumière sur le fait qu'on annonce dans le même temps que nous participerons aux discussions qui vont s'ouvrir. Qu'est-ce que ça veut dire ? Pour négocier quoi ?*

*Les revendications des fonctionnaires en matière de pensions sont pourtant claires :*

- *Pas touche aux 60 ans ! Pour un droit à une retraite à taux plein dès 60 ans ! pas un trimestre de plus, contre tout allongement du nombre d'annuités*

- *Défense du statut des fonctionnaires : maintien de la garantie des pensions par le budget de l'État, pas de création de caisse, défense inconditionnelle du code des pensions, maintien des calculs sur le traitement des 6 derniers mois.*

*Les fonctionnaires d'État n'ont en effet pas de caisse et par conséquent pas de déficit, ni actuel, ni à venir. Dans le privé, s'il y a des caisses, toutes les analyses partent du postulat établi par le COR qu'il y aurait un déficit. Dès lors, il faudrait « taxer les profits », « faire contribuer tous les revenus, intéressement, participation, stock-option »,*

*Toutes ces propositions peuvent paraître séduisantes mais elles font fi du salaire différé, base du système solidaire du régime général des retraites aujourd'hui. Le salaire différé, arraché par les combats de la classe ouvrière, oblige tous les patrons, tous les employeurs, à financer la retraite future des travailleurs. Mais ce sont les exonérations de cotisations (32 milliards par an) et la non compensation par l'État qui créent le « déficit ». Quant à la future explosion démographique, nombres de spécialistes affirment publiquement qu'ils ne miseraient pas un centime dessus pour la bonne raison que ces modèles mathématiques sont impropres à établir un pronostic à 10 ans ; alors à 40 ...*

*Il faut donc également que le syndicat CGT à la DGFIP soit solidaire des travailleurs du privé et pour cela qu'il se prononce pour :*

- ***L'arrêt des exonérations de cotisations patronales, le rattrapage des cotisations patronales et leur augmentation si nécessaire !***
- ***L'abrogation des lois Balladur et Fillon : pour le retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous !***

*Pour revenir au projet d'orientation, comment comprendre que le document soumis ne se prononce pas pour la défense intransigeante du Code des pensions, du régime spécial de retraites au moment où le gouvernement veut justement le remettre en cause ? Le document d'orientation, ni à la page 34, ni dans sa partie générale lorsqu'il évoque les revendications de la CGT en matière de retraite, n'emploie les mots « code des pensions ». Problématique. De plus, il explique que nos retraites doivent rester dans le cadre de la répartition (on parle donc de retraites et plus de pensions) ; cela semble équivoque voire contradictoire avec l'existence même du code des pensions.*

*L'AG doit débattre de cette question. Le congrès devra également en discuter. Le régime de retraite, garanti statutairement, ne doit pas être mis à mal, il ne doit pas être négocié. Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement et au contraire combattre ses réformes destructrices. »*

La motion suivante a été soumise au vote de l'AG :

*« L'Ag du SNADGI-CGT Rhône réunie le 25 mars 2010 s'adresse au Congrès qui se tiendra à Seignosse du 3 au 7 mai 2010.*

*Nous sommes plus qu'attachés à notre statut et plus particulièrement au Code des Pensions qui nous garantit un âge légal de départ à la retraite à 60 ans avec un taux de remplacement de 75% basé sur les 6 derniers mois de traitement. Nous considérons que cet acquis n'est pas négociable. Nous demandons que le Congrès se prononce en ce sens et impulse cette démarche au niveau de la Fédération des Finances CGT et de l'UGFF-CGT. Nous sommes prêts à combattre toute mise en cause de nos droits à pension, pas un trimestre de plus ! Pas un centime en moins sur nos pensions ! »*

Elle a recueilli 12 voix pour, 17 contre, 8 abstention et 4 refus de vote, soit prêt de 30% de vote pour. Le Rhône avait droit à quatre délégués pour le Congrès, un camarade a été élu par l'AG pour y participer.

### **La bataille pendant le Congrès**

Le 1er jour du Congrès était consacré à la dissolution des syndicats. Pour le SNADGI-CGT, lors du premier débat en séance plénière, les délégués sont intervenus directement sur la question des retraites (90% des interventions). Après quoi, l'appareil a effectué une première manœuvre : il a tiré un bilan très positif de son activité (« nous avons combattu de toutes nos forces la fusion », « le décret sur la mobilité » ...) et a interdit toute discussion sur cette activité en clôturant l'intervention du rapporteur (et du même coup la 1ère journée de Congrès) par « Vive la CGT » et d'entonner l'Internationale. Impossible ainsi d'intervenir sur ce fameux bilan ... qui a laissé passer la Fusion, le décret devenu loi sur la Mobilité ... très pratique !

Les autres jours étaient consacrés à la fusion des syndicats. Le débat a repris dès le mardi matin ... sur la question des retraites. L'après midi notre camarade a pu intervenir brièvement :

*« L'AG du Rhône s'est prononcée à une grande majorité en faveur des textes soumis au Congrès, dont le Document d'Orientation axé sur le syndicalisme de proposition. Mais un débat a également eu lieu sur la question des retraites. Il a été évoqué la nécessité d'être plus clair sur les revendications et notamment sur la défense du Code*

*des Pensions qui nous garantit un âge légal de départ à 60 ans avec un taux de remplacement de 75% sur la base des 6 derniers mois de traitement. Ceci n'est pas négociable et implique de quitter les réunions de concertation qui veulent faire passer la casse du Code des Pensions.*

*On peut également s'interroger sur la poursuite de la participation de la CGT au Comité d'Orientation sur les Retraites (COR) dont le rapport permet de cautionner la mise en place de la contre réforme du gouvernement. »*

Seconde manœuvre de l'appareil : il est annoncé, alors que la composition des commissions est arrêtée depuis lundi 15h, que la Commission n° 1 devra traiter de la question des retraites et élaborer une « déclaration politique et revendicative valant orientation ». La question des retraites devait initialement être traitée par la Commission 3.3 et nombre de délégués s'étaient inscrits en conséquence. L'appareil a refusé que les délégués 3.3 puissent se porter sur la Commission 1.

Cette Commission s'est donc réunie le mercredi soir sur la base d'un texte proposé par le Bureau de Congrès, amendable ligne par ligne.

Le texte a été discuté en séance plénière le jeudi matin (45' !). Une bataille s'est engagée sur la question de la rupture immédiate de la concertation avec le gouvernement. La direction, secourue par les militants du POI qui ont combattu la ligne de la rupture des négociations en y opposant entre autre « il faut aller aux discussions pour porter nos revendications », a dû concéder au final un texte qui se conclut ainsi : « *Aujourd'hui il y a urgence, le calcul sur les 6 derniers mois, l'existence même du Code des Pensions sont menacés au nom du rapprochement Public-Privé. C'est pourquoi le Congrès déclare solennellement : Aucun recul n'est négociable, Maintien du Code des Pensions et du calcul sur les 6 derniers mois, pas de caisse de retraite des fonctionnaires.* »

Un amendement a été déposé pour ajouter à la suite de « aucun recul n'est négociable » : « *C'est pourquoi notre syndicat se prononce pour la rupture des discussions, actuellement en cours, organisées par le gouvernement pour préparer son projet de loi. Il demande à l'UGFF et à la Confédération de quitter ces discussions.* »

Notre camarade a voté pour cet amendement qui a par contre été rejeté massivement.

Par ailleurs, ce texte contient les revendications du maintien des 60 ans, sur la base de 75% et des 6 derniers mois de traitement, la défense du Code des Pensions mais il reprend l'idée de la création d'une « nouvelle institution qui permette d'afficher la solidarité des différents régimes ». Ce point précis a fait l'objet d'un amendement pour le retrait pur et simple de la phrase puisqu'il s'agissait en fait de la mise en place déguisée de la « maison commune » chère aux directions de la CGT et la CFDT qui débouche in fine sur la création d'une caisse de retraite pour les fonctionnaires. L'amendement a été rejeté par le Congrès.

Au final, ce texte, certes loin d'être parfait, n'en constitue pas moins un recul de la part de la direction du syndicat et un point d'appui pour poursuivre avec les collègues la nécessaire bataille pour la rupture de la concertation.

Deux autres sujets ont montré une réelle résistance des délégués à l'orientation de la direction.

La volonté de conserver au sein de la CEN des membres élus issus des régions s'est exprimée de manière très claire et correspond à la volonté d'avoir une proximité et une certaine maîtrise de la direction syndicale. Les délégués issus du SNT s'y sont violemment opposés et ont ainsi interdit son maintien.

Enfin, un « couac » sur la question du nom du nouveau syndicat fut révélateur de la volonté d'une partie des délégués de ne pas se mouler dans les modèles de l'administration et d'avaliser la fusion. Ainsi la direction proposait le nom de CGT-DGFIP (DGFIP étant le sigle de l'administration signifiant Direction Générale des Finances Publiques). Des délégués ont proposé CGT Impôts-Trésor et d'autres CGT Finances Publiques. C'est finalement ce dernier nom qui fera le compromis.

Par ailleurs, le bilan d'activité et le rapport d'orientation ont été très largement adoptés.

On peut donc dire que l'appareil a su garder la main, maintenir et imposer son orientation, puisque non seulement ce vote est massif mais que l'appareil a par ailleurs réussi à étouffer toute position contre le syndicalisme de concertation, pour la rupture des négociations avec le gouvernement. Mais cette apparente défaite n'en recèle pas moins le fait que, dans le contexte déjà décrit de crise et d'attaques du gouvernement, s'est exprimée par répercussion dans ce Congrès à travers les interventions des délégués et les réponses de la direction syndicale, la volonté de résistance des travailleurs des finances, résistance jusqu'au bout face à la fusion et aux suppressions de postes qu'ils subissent au quotidien et résistance face à l'offensive du gouvernement qui s'était également exprimée sur les retraites.

Une fraction de travailleurs des finances cherche une issue, des réponses ouvrières pour engager le combat contre ce gouvernement. Nous avons la responsabilité de contribuer à les organiser et c'est à cette tâche que nous nous attachons.

La section C.G.T. de Chauffailles et son Canton a pris l'initiative d'appeler ce jour à **manifeste la colère des salariés actifs, chômeurs et retraités** de notre région face à une situation désastreuse tant sur le plan de l'emploi que sur les salaires.

Des centaines d'emplois ont été supprimés par le patronat local en profitant de « la crise » pour se débarrasser d'une partie des salariés en CDI et pour les reprendre selon ses besoins en contrats intérimaires ou en CDD. C'est tout bénéfique pour lui ! **Plus d'ancienneté, plus d'avantages acquis, bas salaires pour tous !**

**Cette politique patronale, orchestrée par le gouvernement Sarkozy-Fillon** auquel appartient Monsieur Mercier, a comme objectif prioritaire de **faire baisser la valeur du travail salarié**, en s'attaquant à la retraite à 60 ans à taux plein après 37,5 ans de versement, en bloquant les salaires, en supprimant des dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique pour les remplacer partiellement par des emplois contractuels sans aucune garantie statutaire, en détruisant les services publics si nécessaires à la population la plus en difficulté.

La section C.G.T. ne peut en aucun cas soutenir cette initiative d'implanter un PIMMS à Chauffailles, quand les bureaux de La Poste ferment, quand la gare se transforme en « épicerie » tenue par des salariés en contrat précaire.

Nous disons :

\* **assez de « dialogue social » et de négociations** sur les plans du gouvernement qui détruisent tous nos acquis !

\* les responsables des organisations syndicales et politiques qui nous représentent doivent s'unir et appeler à la **mobilisation générale sans attendre 2012 !**

\* il s'agit de notre survie et de l'avenir de nos enfants. C'est pourquoi nous exigeons :

- **l'augmentation générale des salaires et pensions, le SMIC aux chômeurs en fin de droits**

- **l'interdiction de tous les licenciements !**

- un seul contrat : le **CDI**

- la **retraite à 60 ans** calculée sur les 10 meilleures années pour 37,5 ans de versement

- **non à la casse des services et des emplois publics !**

**Organisons-nous, renforçons la section CGT pour défendre les droits de tous les salariés !**

### **Comment le patronat et le gouvernement précarisent les emplois**

C'est sans vergogne que le ministre Mercier (1) a expliqué le 7 juin que l'installation en gare de Chauffailles d'un « Point Information Média Multi-Services » était « une façon moderne (sic) de répondre à la demande du public » !

De quoi s'agit-il donc ? Le PIMMS est une association créée en 1995 par la SNCF, EDF, GDF, France Telecom, La Poste, Keolis Lyon et Veolia Eau, pour « relayer les services publics » : en fait, ceux-là mêmes qui ferment leurs agences un peu partout et suppriment des milliers d'emplois statutaires ou en CDI afin de réduire leurs coûts et rentabiliser au maximum leurs services.

« **Cette mutualisation est source d'économie : un vrai sacrifice, mais un vrai bénéfice** » dit le ministre ! On ne saurait mieux dire puisqu'à Chauffailles, après avoir fermé la gare, la SNCF alloue royalement une subvention annuelle de 6 000 € à l'association PIMMS, et va « bénéficier » de trois agents à plein temps !

Mais de quels emplois s'agit-il ? Des « **emplois aidés** », **c'est à dire précaires** (18 mois maximum), **chargés de « détecter la précarité »** (dixit la responsable du site) !

C'est ainsi en effet que les entreprises, avec le soutien très actif du gouvernement Sarkozy-Fillon, fait baisser le coût du travail. L'INSEE – sur son site – recense pas moins de **17 types de contrats aidés** – entre contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat emploi solidarité, contrat emploi consolidé, etc., accompagnés d'autant « **d'exonération de charges patronales** », à condition d'ailleurs de payer au SMIC. En effet, plus le salaire augmente, plus les aides diminuent : jusqu'à 561,84 € d'aides pour 1 337,73 (SMIC brut pour 35 H.) mais seulement 93,64 € pour un salaire de 2 006,59 € **Ce ne sont plus des aides : ce sont des primes aux bas salaires !**

La section CGT de Chauffailles a eu parfaitement raison de dénoncer cette politique de bousille des CDI et des emplois statutaires qui vide les caisses de la Sécurité Sociale et de l'UNEDIC, et que le gouvernement veut remplir avec de nouveaux impôts.

(1) *Ce ministre est par ailleurs président du Conseil Général du Rhône et, à ce titre, a déjà englouti 61 millions d'€ de fonds publics dans le projet pharaonique du Musée des Confluences à Lyon, toujours en l'état de terrain vague après dix ans de travaux !*

## **Élections régionales en Italie : l'absence de parti d'origine ouvrière impuissante le prolétariat**

On votait en Italie les 28 et 29 mars dernier dans 13 régions sur 20. Les partis bourgeois au pouvoir ont fait mieux que résister : ils conquièrent 4 régions : la Calabre mais aussi et surtout la Campanie (Naples), le Piémont (Turin) et le Latium (Rome), tout en conservant la Lombardie et la Vénétie. Les coalitions dites de «centre-gauche» conservent 7 régions dont l'Emilie Romagne, la Toscane et les Pouilles.

Le mécontentement social, marqué par de nombreuses et massives manifestations ne s'est pas traduit par un vote sanction contre le gouvernement de Berlusconi.

Certes, l'abstention progresse de 8 % et atteint 37 %, un record dans un pays où le vote était obligatoire il y a peu, et où la participation a toujours été élevée, mais elle ne profite pas aux partis de «centre-gauche». Cette abstention traduit une absence de perspective politique.

### **Nouvelle progression de la Ligue du Nord**

Cette radicalisation des partis bourgeois était déjà perceptible dans les débats précédant les élections.

Mais, surtout, il importe de noter le rééquilibrage et la restructuration sociale qui s'opèrent au sein de ces partis.

Le parti de Berlusconi (le peuple de la liberté - PdL) arrive en tête avec 26,7 %, mais il est en recul, tant en nombre relatif (- 9 % par rapport aux européennes de 2009, - 11 % par rapport aux législatives de 2008) qu'en valeur absolue (1 million de voix en moins par rapport aux régionales de 2005).

La Ligue du Nord est le seul véritable parti bourgeois gagnant du scrutin : sur les 13 régions, elle progresse de 5,7 % à 12,3 % entre 2005 et 2010 et gagne 1,5 million de voix malgré la progression de l'abstention.

Dans le Nord du pays, elle arrive largement en tête en Vénétie (31,15 %) doublant son nombre de voix, et remporte la région. Elle talonne le PdL en Lombardie (26,20 %), elle devient la 3ème force dans le Piémont (16,74 %). Elle atteint 13,67 % en Emilie-Romagne, rouge, dans laquelle le Parti Communiste Italien faisait généralement ses meilleurs scores.

En fait, la Ligue du Nord a su constituer un bloc alliant le petit patronat, les artisans, les commerçants, mais également soutenue par une frange importante des salariés dans un même rejet de L'Etat bourgeois italien comme des étrangers. Il s'agit certes de diviser le prolétariat entre travailleurs italiens et étrangers, en utilisant les symboles les plus immondes (des militants de la Ligue ont ainsi distribué pendant la campagne du savon liquide sur un marché en invitant les gens à l'utiliser pour se laver après avoir touché des immigrants), voire en multipliant les intimidations physiques.

Mais cela n'a rien à voir avec le Front National qui regroupe les éléments les plus décomposés de la petite bourgeoisie française. La Ligue du Nord contrôle nombre de municipalités, y compris des grandes villes, et dispose du soutien d'une partie de la bourgeoisie des régions les plus riches de l'Italie du Nord.

Cela traduit aussi la division persistante de la bourgeoisie italienne et des difficultés de Berlusconi à l'unifier pour mieux porter des coups à son prolétariat, et surtout ses propres difficultés : un rapport de la Banque d'Italie indiquait ainsi fin 2009 que l'industrie italienne était revenue «25 ans en arrière», sous l'effet de la crise financière et de l'exacerbation de la concurrence internationale. Dans une situation si précaire, la bourgeoisie ne peut être qu'amenée à se radicaliser.

### **Disparition des partis ouvriers-bourgeois**

Mais cette radicalisation ne pourrait s'effectuer ainsi sans prendre en compte les conséquences de ce qui n'est ni plus ni moins qu'une quasi disparition des partis ouvriers-bourgeois en Italie.

Berlusconi en effet était en difficulté : des oppositions importantes se manifestent devant l'intensité des attaques menées contre le monde du travail (dernier en date : remise en cause des conventions collectives).

On aurait pu penser que la gauche parlementaire (le parti démocrate) avait un boulevard devant elle lors de ces élections. En réalité, elle s'est effondrée : elle a perdu le quart de ses voix, soit 5 points et 2 millions de voix en moins qu'en 2005.

Le « centre-gauche » s'est gardé d'aborder les sujets de fond dans la campagne, quitte à alimenter l'abstention des masses. En effet, on tenterait vainement de trouver un sujet où il se soit opposé au gouvernement et ait combattu en défense des intérêts ouvriers.

Et pour cause : le « centre-gauche » est principalement composé du Parti Démocrate (PD), qui est le fruit de la fusion « contre-nature » entre les principaux héritiers de l'ancien Parti Communiste Italien (ex-PCI, devenu PDS puis DS), et une aile de l'ancienne Démocratie-Chrétienne qui avait dirigé le pays durant tout l'après-guerre. Avec l'objectif clairement affiché de dissoudre le caractère ouvrier du PCI dans un Parti Démocrate à l'américaine.

En définitive, c'est l'extrême droite et surtout la Ligue du Nord qui finit par incarner l'opposition ou des « personnalités de gauche » comme le juge Antonio de Pietro (devenu célèbre lors de l'opération « Mani Pulite »), mais sans lien avec les organisations ouvrières. Alors que le capital parvient à canaliser le vote des travailleurs en colère vers des voies de garage, le PD continue sa fuite en avant vers le centre bourgeois.

Il convient de rappeler que le PD est principalement issu de l'ancien appareil du PCI, recyclé en PDS, puis DS (démocrates de gauche), avant de fusionner avec une frange de la Démocratie chrétienne dans un Parti démocrate à l'américaine. Ainsi se termine 20 ans de liquidation du PC en Italie.

Mais avec la création du Parti Démocrate, c'est aussi la disparition du principal parti ouvrier-bourgeois et donc la possibilité pour le prolétariat d'exprimer un vote de classe. Si cette situation devait persister, ce serait une véritable rupture historique pour le prolétariat italien qui a joué un rôle majeur dans la lutte des classes durant le XXème siècle.

### **Les communistes en voie de liquidation ?**

Les 2 partis qui ont conservé une référence communiste, le Parti de la Refondation Communiste (PRC) et le Parti des Communistes Italiens (PDCI) enregistrent une véritable défaite. Ils ont fait le choix de se présenter ensemble sous la bannière d'une coalition dénommée « Fédération de la Gauche ».

Cette dernière atteint péniblement 2,8 % des voix !

En 2005, le PRC avait obtenu 5,6 % et le PDCI 2,6 % : le recul est de 1,3 million de voix par rapport aux Européennes de 2009, le recul est de 300.000 voix sur la liste PRC-PDCI.

Les communistes sous l'étiquette « Fédération de Gauche » ne dépassent la barre des 5 % qu'en Toscane (5,3 %) et en Ombrie (6,9 %). Ailleurs, leur score ne dépasse pas les 4 %.

Ainsi se termine 20 ans de liquidation du PC en Italie, conséquence prévisible en raison de politiques qui n'ont eu de cesse de jouer tantôt l'opportunisme, tantôt la division, mais qui sont restées imperturbablement révisionnistes, dans la continuité de l'appareil stalinien.

Le bilan à tirer de ces élections est que lorsque la classe ouvrière n'a même plus de parti ouvrier bourgeois à utiliser contre la bourgeoisie, c'est la bourgeoisie qui se maintient au pouvoir. Les travailleurs ne peuvent certes pas avoir confiance dans les partis ouvriers bourgeois ; ils auront à constituer leurs propres organisations, une organisation révolutionnaire. Mais en attendant, ils se servent de leurs organisations traditionnelles, comme le PS et le PCF en France. Les orientations de liquidation du Parti socialiste pour le fusionner, qui d'un temps avec le Modem (projet Royal) ou avec d'autres organisations bourgeoisies étrangères au mouvement ouvrier, sont à combattre. Nous sommes pour la défense inconditionnelle des organisations ouvrières traditionnelles contre toute tentative de dissolution dans un parti bourgeois, comme en Italie.

Aujourd'hui en Italie, les travailleurs doivent combattre pour que les fractions ouvrières du PD quittent ce parti bourgeois et s'allient avec ce qui reste des partis communistes pour combattre la politique du gouvernement Berlusconi.

## **Crise profonde au sein du gouvernement allemand Merkel-Westerwelle**

### **A bas le plan d'austérité !**

#### **Front unique ouvrier (SPD-Die Linke-DGB) contre la coalition bourgeoise CDU-CSU-FDP**

Latente depuis quelques mois, la crise au sein de la coalition allemande CDU/CSU/FDP, au pouvoir depuis les élections fédérales de septembre 2009, prend une ampleur inédite, presque jamais vue depuis l'après-guerre. « *Il y a le feu dans tous les coins* », écrit ainsi le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « *La cote de la coalition glisse dans la cave* », résume le *Handelsblatt* : 65% des Allemands sont insatisfaits, et la situation est pire encore au sein de la bourgeoisie : d'après une enquête du magazine allemand *Capital*, 92% de son panel de « décideurs » sont déçus de la politique de la coalition, 79% trouve la coalition « faible » et 69% sont mécontents de sa politique économique.

Depuis la mise en place du nouveau gouvernement Merkel, les conflits ont toujours été nombreux entre les différents partis bourgeois composant la coalition : la CDU (Chrétiens-démocrates), le parti de Kohl et de Merkel, largement majoritaire même si en déclin continu, la CSU, son aile bavaroise, et le FDP (libéraux) qui réalise des scores généralement modestes (5 à 8%), mais qui avait atteint presque 15% aux élections fédérales de 2009. Mais les dissensions qui couvaient depuis des mois ont atteint un sommet durant le week-end du 13/14 juin : libéraux et CDU-CSU se couvrant mutuellement d'insultes (les raffinés « trurie » ou « bande de concombres », faisant la une de toute la presse allemande). C'est même la débandade au sein des partis de la bourgeoisie, avec le retrait surprise du Président Horst Köhler (le président allemand n'est qu'une fonction honorifique), et celle tout aussi imprévue de Roland Koch, baron important de la CDU à la tête du Land de Hesse (région de Francfort), durant le dernier mois. Le ministre de la défense, CSU, Theodor Zu Guttenberg met également sa démission sur la table : la chancellerie de Merkel a en effet fait perquisitionner son ministère, sans même l'en informer alors que l'armée allemande est engluée par sa responsabilité sur la mort de dizaines de civils à Kundus en Afghanistan!

#### **Désaccords profonds au sein de la bourgeoisie allemande**

Pourtant, aux élections de septembre 2009, la CDU-CSU et le FDP avaient fait campagne pour une coalition commune. Cette coalition n'avait pas été possible aux précédentes élections de 2005, en l'absence de majorité, et une partie importante de la bourgeoisie s'était radicalisée en 2009, et avait choisi de voter pour le FDP, le portant à un score historique (14%), afin d'empêcher une nouvelle « grande coalition » avec le SPD. Les résultats de la grande coalition, qui avait gouverné entre 2005 et 2009, étaient jugés insuffisants par une partie de la bourgeoisie, malgré tous les efforts des ministres du SPD pour porter des coups aux masses, en raison des limites de ce qu'est le SPD (et notamment du poids fondamental des organisations syndicales dans le parti). Mais sur presque tous les projets de réformes, la coalition se déchire, et souvent au sein même de chacun des 3 partis : sur le plan d'aide à la Grèce, à propos de l'opportunité d'une aide publique à Opel, sur l'augmentation des impôts, sur la réforme des cotisations d'assurance-maladie, sur la suppression du service militaire, sur le développement du nucléaire, tout donne lieu à des conflits de plus en plus aigus. Seule la réduction des prestations sociales aux chômeurs de longue durée fait à peu près l'unanimité au sein de cette coalition, seule mesure véritablement concrète de son plan d'économie de 80 milliards annoncé le 8 juin. La question de l'augmentation des impôts constitue un casus belli majeur pour la coalition (le FDP avait fait campagne pour une réduction massive, là où la CDU-CSU préférerait les maintenir, voir les augmenter pour réduire les déficits). Une possible rupture de la coalition est évoquée, non seulement par la presse, mais y compris par quelques uns des dirigeants des partis au pouvoir. Derrière ces conflits, il s'agit en fait des questions de fond qui agitent la bourgeoisie allemande : comment résoudre les déficits, indispensable pour le maintien de la position dominante de l'impérialisme allemand en Europe ? Comment porter des coups aux masses, réduire les dépenses publiques, et ce, sans créer de mobilisations du prolétariat ? Comment arbitrer entre les différentes couches de la bourgeoisie ? La bourgeoisie allemande est, comme beaucoup d'autres, profondément divisée, et ses antagonismes se sont renforcés sous l'impact de la crise financière, puis de la crise de l'euro. Mais de par sa situation liée à son histoire, la crise au sein de la bourgeoisie allemande et de ses partis prend un relief tout à fait particulier.

## Le SPD en renfort de la bourgeoisie

Jusqu'ici, cette fracture de la bourgeoisie n'a pu être mise à profit par le prolétariat et ses organisations. Les mobilisations ont surtout concerné le secteur de l'éducation, même si, le 12 juin, des milliers de manifestants ont défilé à Stuttgart et à Berlin contre le plan d'austérité de Merkel. Au contraire, la direction du SPD, le parti social-démocrate, vole au secours de la bourgeoisie plutôt que d'exacerber ses dissensions.

Ainsi, Steinmeier, ancien ministre et bras droit de Schröder, appelle à des élections anticipées mais dans l'optique d'une « meilleure gestion » dont l'actuel dirigeant du SPD Sigmar Gabriel donne une version sans ambiguïté, dans le Handelsblatt du 15 juin : *« Si les partis au gouvernement agissaient avec la moitié de la responsabilité qu'a le SPD comme parti d'opposition, alors le pays irait bien mieux. Nous ne nous limitons pas simplement à être contre. Il est tout à fait clair, que nous devons épargner et consolider. Nous avons déjà fait nos propres propositions, avec trois critères centraux : le programme du budget doit être soutenable, il doit être axé sur l'éducation et les investissements privés, et les écarts entre pauvres et riches ne doivent pas s'approfondir davantage ».*

De même, alors que le président Koehler démissionne et accentue la crise de la coalition, le SPD propose contre un baron de la CDU un candidat que l'on pourrait dire « d'union nationale », Joachim Gauck, pasteur protestant ayant participé à la chute du régime de la RDA, qui se décrit comme « gauchiste libéral conservateur », n'appartient à aucun parti et a déclaré pour sa candidature : *« je ne suis ni rouge, ni vert, je suis Joachim Gauck »*, en un mot il sert à brouiller les frontières de classe. Avec une telle politique de soutien à la bourgeoisie, le SPD ne peut susciter qu'un rejet approfondi des masses. L'élection régionale qui a eu lieu le 09 mai 2010 dans le Land de Rhénanie du Nord – Westphalie (NRW) est ainsi révélatrice. Ce Land est le plus peuplé d'Allemagne (17 millions d'habitants) ; parce que c'est celui du Bassin de la Ruhr, il est aussi l'un des plus ouvriers, et plus particulièrement, il est le centre de gravité des principales organisations ouvrières dans l'Allemagne de l'après-guerre : tant le SPD (le parti social-démocrate) que les centrales syndicales qui y comptent nombre d'adhérents et de dirigeants. Et la situation financière est catastrophique, en particulier pour les villes de la Ruhr, le plus souvent dirigées par le SPD, surendettées et dans une situation de quasi-faillite, avec une dette cumulée de près de 16 milliards d'euros pour les villes de NRW (1,6 milliard d'euros pour la seule ville ouvrière de Duisburg). Suppression massive de postes, augmentation des tarifs et réduction des services publics sont partout à l'ordre du jour.

### En 2005 : une défaite historique du SPD en Rhénanie du Nord - Westphalie

La franche défaite du SPD lors des précédentes élections en 2005, alors qu'il dirigeait le Land depuis des années, avait eu des conséquences politiques majeures. Schröder, qui dirigeait alors une coalition SPD/Verts au niveau fédéral, avait alors perdu sa majorité au Bundesrat (la chambre haute du Parlement allemand), limitant fortement ses possibilités de gouverner. Il avait alors convoqué des élections fédérales anticipées qui devait déboucher sur la victoire de Merkel et l'instauration d'un gouvernement de grande coalition CDU/SPD. Cette défaite historique n'était pourtant que le résultat attendu de la politique anti-ouvrière du gouvernement SPD/Verts dirigé par Schröder, et en particulier de la mise en place de « l'Agenda 2010 », ensemble de lois visant les acquis ouvriers et liquidant notamment une grande partie de l'assurance-chômage (la fameuse loi dite « Hartz IV »). La défaite dans le Land NRW faisait suite à la défaite du SPD dans la quasi-totalité des Länder entre 2004 et 2008. Aux élections fédérales de septembre 2009, le SPD avait enregistré un score encore plus catastrophique (23%), son plus bas jamais enregistré, conséquence non seulement de la politique de l'Agenda 2010 mais aussi des 4 ans du gouvernement de grande coalition, dans lequel les ministres du SPD, qui comptaient pour la moitié du gouvernement, ont participé sans relâche à la poursuite d'une politique anti-ouvrière pour le compte de la bourgeoisie allemande.

### En 2010 : la CDU défaite, le SPD ne fait guère mieux

Au premier abord, les résultats de 2010 sont l'inverse de 2005 : la presse allemande titre sur la « débâcle » de la CDU et de Merkel, qui perd effectivement 1 million de voix et passe de 45% à 35% des suffrages. Et surtout, comme le SPD en 2005, elle perd sa majorité au Bundesrat. Mais la situation n'est guère plus brillante pour le SPD, qui perd encore près de 400.000 voix par rapport à son score médiocre de 2005. A l'inverse, les Verts gagnent 400.000 voix, tout comme die Linke, jusqu'ici absent du

parlement régional. La participation atteint un niveau très faible pour une élection allemande de ce niveau (58%). Résultats des élections régionales dans le Land de « Rhénanie du Nord – Westphalie »

Listes	2010		2005		Différence		Sièges 2010
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	
CDU/Chrétiens-démocrates	2 682 000	35 %	3 697 000	45 %	-1 015 000	-10%	67
SPD/Sociaux-démocrates	2 676 000	35 %	3 059 000	37 %	- 383 000	- 3%	67
GRÜNE/Verts	941 000	12 %	509 000	6 %	+ 432 000	+ 6%	23
FDP/Libéraux	522 000	7 %	508 000	6 %	+ 14 000	+ 1%	13
DIE LINKE/La Gauche	435 000	6 %	73 000	1 %	+ 362 000	+ 5%	11
Votants	7 759 000	58%	8 244 000	62%	- 485 000	- 4%	181

Le SPD et sa tête de liste, Hannelore Kraft, se déclarent victorieux. Mais la coalition que le SPD envisageait avec les Verts, avec lesquels il avait fait campagne contre la CDU, dispose d'un nombre d'élus bien plus important que la coalition CDU/FDP qui dirigeait jusque là (90 voix contre 80), mais manque la majorité d'un siège...

Sans majorité, le SPD entame une très longue série de discussions afin de trouver une coalition avec les autres partis... mais ne s'impose aucune limite, et surtout pas de limite de classe. Les premières discussions avec les Verts et die Linke, soutenues par une partie des Verts et par die Linke, sont écartées presque d'emblée : la « compréhension » qu'a ce parti pour le régime de l'ex-RDA, dont nombre de cadres du parti sont issus, est utilisé par le SPD, pour les bonnes et pour les mauvaises raisons, pour expédier les négociations. En revanche, de longues discussions ont lieu avec la CDU pour la mise en place d'une éventuelle grande coalition, mais que la direction du SPD a dû repousser, du fait de la forte opposition de ses militants : la direction doit obtenir leur aval avant la mise en œuvre d'une coalition. Elle poursuivra néanmoins encore durant des jours les discussions avec le FDP, dont les positions radicalement anti-ouvrières avaient pourtant poussé son dirigeant national, Westerwelle, à exclure catégoriquement toute coalition avec le SPD au niveau fédéral, peu avant les élections fédérales de 2009. Le même dirigeant avait assimilé en février le peu qu'il restait d'assurance-chômage à une « *décadence digne du bas-empire romain* ». Kraft a néanmoins poursuivi les discussions avec eux pour la mise en place d'une coalition dite « feu de circulation » (rouge-jaune-vert) pendant plusieurs semaines !

Mi-juin, l'ensemble de ces « discussions » ont finalement échoué, sans solution. Puis, finalement, le 17 juin, le SPD et les Verts reviennent vers une solution de « gouvernement minoritaire » : gouvernement composé des seuls SPD et Verts, mais qui devra composer tantôt avec die Linke, tantôt avec le FDP ou la CDU afin d'obtenir une majorité pour son action, et notamment pour l'adoption du budget prévue à l'automne.

### Ouvrir des perspectives politiques

L'abstention traduit le manque de perspective politique offerte au prolétariat allemand, prolétariat le plus puissant en Europe. Il se saisit toujours moins du SPD pour barrer la bourgeoisie. Le SPD demeure cependant le principal parti ouvrier allemand, même s'il défend les intérêts de la bourgeoisie allemande, car pour le prolétariat allemand, il reste un outil contre la politique de la bourgeoisie. Ainsi, comme en témoigne l'élection régionale de NRW, les masses allemandes qui sont allées voter (l'abstention avoisinant les 50% dans les villes ouvrières de la Ruhr) se sont saisies des listes SPD contre la CDU. Elles se sont saisies également pour partie des listes présentées par les Verts (pour les franges les plus petite-bourgeoises) et pour une autre partie, de Die Linke.

Aujourd'hui, l'urgence pour les masses allemandes, comme partout en Europe, est qu'elles puissent engager le combat contre le plan d'austérité de Merkel. Pour cela, elles ont besoin que se réalise le Front unique ouvrier - rassemblant les partis d'origine ouvrière et la confédération syndicale, le DGB - contre le plan d'austérité, pour son retrait. Ce serait un point d'appui pour engager le combat contre le gouvernement bourgeois, CDU-CSU-FDP dirigé par Merkel. Révoltes reviendra prochainement sur l'évolution du SPD, de Die Linke et sur les mobilisations de la classe ouvrière allemande.